

## **Exalter l'Empire pour désertier l'Europe : le repli impérial dans le discours munichois**

Damon MAYAFFRE  
Docteur en Histoire,  
chargé de cours à l'Université de Nice

*Le surgissement du thème impérial dans le discours politique de la droite modérée autour de l'année 1938 ne laisse subsister aucun doute sur sa relation directe avec les crises en Europe centrale. Explicitement dans son discours, Flandin relie les deux phénomènes et l'exaltation de l'avenir impérial de la France apparaît toujours parallèlement à la demande de concessions européennes aux puissances fascistes. Le repli impérial est donc bien un thème participant à l'idéologie munichoise. Il apparaît comme un trompe-l'œil patriotique. Il semble même la pierre angulaire d'une argumentation rhétorique aux contours imprécis dont la finalité défaitiste est de faire accepter à une France atonique la perte de sa puissance européenne et l'avilissement de son patriotisme universaliste hérité des Lumières.*

**Mots-clés :** France, Munichois, Empire colonial, discours politiques.

*The arising of the imperial theme in the political discourse of the moderate right wing around 1938 leaves no possibility for a doubt about its direct link with the crises in Central Europe. Explicitly in his discourse, Flandin brings both phenomena together and the praising of the imperial future of France always appears in parallel with the demand to fascist powers to make European concessions. The imperial withdrawal is therefore a theme which does have a role to play in the Munich ideology. It appears as a patriotic trompe-l'œil. It even seems to be like the cornerstone of a rhetoric rationale with uncertain outlines the defeatist aim of which is to lead an atonic France to accept the loss of its European power and the debasement of its universalist patriotism that has been inherited from the Enlightenment.*

**Keywords :** France, Appeasers, Colonial Empire, Munich, political discourse.

Dans notre étude doctorale sur le discours politique français dans les années 30 à travers quatre dirigeants majeurs<sup>1</sup>, nous nous sommes arrêté sur le discours munichois. Des quatre leaders politiques étudiés et comparés (Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Étienne Flandin et André Tardieu), un seul milita avec conviction en faveur des accords de Munich. Pierre-Étienne Flandin joua même un rôle déterminant dans l'acceptation par l'opinion publique d'une politique d'abandon. Chef de file de la droite dont il préside le principal parti, l'Alliance démocratique, il fit une pression considérable sur le gouvernement. A partir du printemps 1938 (première crise des Sudètes) jusqu'au dénouement de septembre, relayé par son parti et par les organes de presse les plus lus de France (*Paris-Soir*, *le Petit parisien*, *le Journal...*), Flandin exige l'abandon des Sudètes. Entre mai et septembre 1938, on recense une dizaine de discours ou articles explicites sur le sujet. L'apogée de sa campagne fut le tract-affiche, « *Français on te trompe* », qu'il fait placarder sur les murs de Paris le 28 septembre : alors que Chamberlain et Daladier négocient durement avec Hitler, Flandin réclame une conciliation à tout prix et appelle les Français à dénoncer ceux qui rendent la guerre inévitable. Enfin, la signature d'un travail de propagande bien accompli sera son message de félicitations aux protagonistes de Munich -Hitler compris- pour avoir sauvé la paix.<sup>2</sup> Ainsi Flandin, par son rôle dans la crise et sa place centrale -et non en marge- sur l'échiquier politique, peut être considéré comme le premier et le plus influent Munichois de France.

Sans pouvoir revenir sur la méthode scientifique d'analyse quantitative du vocabulaire qui a présidé à notre travail<sup>3</sup>, on demande au lecteur d'admettre qu'en isolant le discours de Flandin -c'est-à-dire la *quasi* totalité des articles et discours qu'il a écrits ou prononcés entre 1930 et 1939- du reste de notre corpus

<sup>1</sup> D. Mayaffre, *Le discours politique dans les années 30. Analyse du vocabulaire de M. Thorez, L. Blum, P.-E. Flandin et A. Tardieu (1928-1939)*, thèse d'Histoire, Nice, 1998, 3 vol., 779 + CCLXXXV p. (à paraître chez Honoré Champion-Slatkine).

<sup>2</sup> Le télégramme était formulé ainsi : « Je vous prie d'agréer mes chaleureuses félicitations pour le maintien de la paix avec l'espoir que naîtra de cet acte historique une collaboration confiante et cordiale entre les quatre grandes puissances européennes réunies à Munich ».

La réponse de Hitler fut un témoignage très gênant sur le rôle de Flandin pendant la crise des Sudètes : « Je vous remercie cordialement des félicitations que vous m'avez envoyées par télégramme. J'y joins l'assurance de mes sentiments reconnaissants pour vos efforts en vue d'une collaboration compréhensive entre la France et l'Allemagne que j'ai suivis avec un intérêt sincère et auxquels je souhaite un succès de plus en plus grand ». (Le procès Flandin devant la Haute cour de justice (23-26 juillet 1946), Librairie de Medicis, Paris, s. d.).

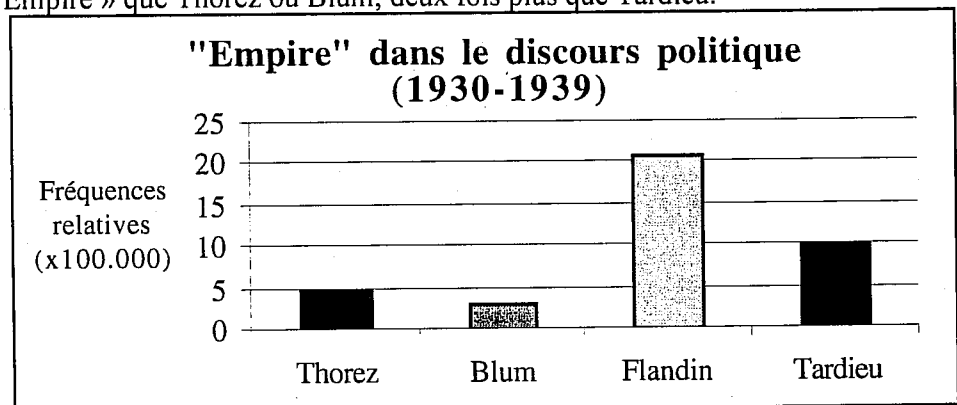
<sup>3</sup> Pour un développement sur les tenants et les aboutissants de la lexicométrie assistée par ordinateur, on consultera, D. Peschanski, *Et pourtant ils tournent : vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Inst. nat. de la langue française, Klincksiek, 1989, et D. Mayaffre, *op. cit.*

de discours politiques (les articles et discours de Thorez, Blum et Tardieu), nous approchons, par soustraction, des particularités de la phraséologie munichoise. Si, de plus et de la même manière, on distingue le vocabulaire de l'année 1938 de l'ensemble du vocabulaire des années 30, nous resserrons encore notre attention pour toucher avec certitude à la spécificité du discours munichois.

Le discours munichois -celui donc spécifique de Flandin par rapport aux autres dirigeants, et de 1938 par rapport à l'ensemble de la période- compte un vocabulaire particulier souvent riche de sens. Sans surprise par exemple, le terme « paix », par sa récurrence nouvelle, se remarque dans la prose de Flandin à la veille de la guerre attestant d'un pacifisme d'autant plus remarquable qu'il semble en grande partie soudain. Sans plus de surprise, le lexique de l'anticommunisme (« communisme », « communistes », « totalitaire », « Staline ») apparaît dans la bouche du président de l'Alliance démocratique au détour de la période du Front populaire. De même, le paradigme de la négociation (« négociier », « négociation », « accord », « entente ») s'impose progressivement dans le discours, etc. Dans cette liste de termes qui caractérisent un homme, une période, une ligne politique, un mot se fait nettement remarquer : « Empire ».

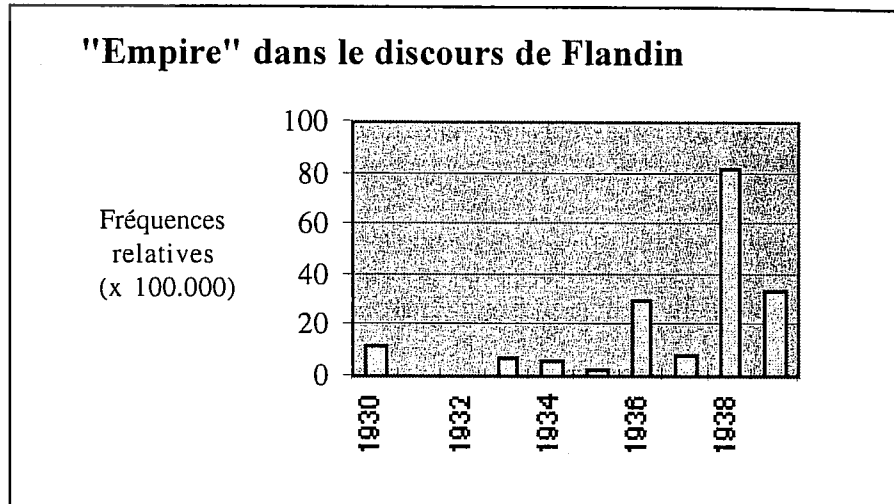
### L'"Empire" dans le discours politique des années 30

C'est effectivement un constat lexicométrique objectif qui est à l'origine de cette réflexion. Lorsque l'on compare le discours de Flandin au discours politique moyen, on mesure une sur-utilisation du terme « Empire ». Dans les années 1930, prises encore globalement, Flandin prononce quatre à sept fois plus « Empire » que Thorez ou Blum; deux fois plus que Tardieu.



Surtout, la distribution chronologique du mot dans les discours de Flandin apparaît significative. Le mot est quasiment absent jusqu'en 1935 malgré l'Exposition coloniale de 1931. Il s'annonce en 1936. Puis surgit en

force en 1938 et dans une moindre mesure en 1939. En l'espace d'une année, entre 1937 et 1938, son nombre d'occurrences, dans la bouche de Flandin, décuple.



Si l'on fait la synthèse de la mauvaise distribution politique du terme entre les locuteurs et sa mauvaise distribution chronologique à l'intérieur du corpus-Flandin, on constate que Flandin utilise, entre 1938 et 1939, 41 fois "Empire" lorsque Blum et Thorez dans des corpus de même taille, pour les mêmes années, ne l'utilisent que 3 fois. Même la comparaison avec Tardieu est frappante, car si celui-ci, proche du « parti colonial », ne boude pas le mot, il l'utilise avec constance sur toute la période, tant et si bien que les années 1938 et 1939 comptent seulement treize occurrences soit trois fois moins que dans le corpus-Flandin de cette période<sup>4</sup>.

Ces critères quantitatifs mettent ainsi en valeur un élément pertinent et particulier de la pensée du président de l'Alliance démocratique. Autour du discours sur l'Empire se cristallise l'ensemble de la redéfinition du patriotisme qu'appelle de ses vœux Flandin en 1938. Dans ce moment difficile des relations internationales, la récurrence soudaine du thème impérial laisse deviner qu'il est lié au développement de la ligne politique munichoise qu'énonce désormais le dirigeant de droite.

<sup>4</sup>Des tests similaires ont été effectués sur des mots apparentés (« colonies », « colonial », « outre-mer ») et des résultats avoisinants ont été trouvés.

Charles-Robert Ageron a multiplié les études sur la perception impériale ou coloniale des métropolitains dans l'entre-deux-guerres<sup>5</sup>. Contrairement aux Anglais, les Français ne prirent jamais réellement conscience d'avoir une destinée impériale. Le mot "Empire", lui-même, sous la République, semblait condamner à l'échec une politique volontariste de mise en valeur des colonies. Ni dans le domaine économique, ni dans le domaine politique, ni encore, malgré les tirailleurs, dans le domaine militaire, la France n'attendait de ses colonies une collaboration constructive.

Néanmoins dans cette indifférence *quasi* totale, 1938 constitue un tournant. Un véritable phénomène de « *mode* »<sup>6</sup>, un engouement subi et généralisé -mais superficiel- saisit le pays. Les thèmes de l'Empire ou du « salut par l'Empire » deviennent un détour obligé des discours d'une grande partie de la classe politique française. Ch.-R. Ageron, en s'appuyant sur le premier sondage d'opinion, date avec précision le phénomène de décembre 1938.

Dans cette conjoncture particulière, Flandin, parce qu'il était au sommet de la classe politique, a sans doute joué un rôle majeur par l'intensité de son discours et par la précocité de sa position. Si le graphique précédent montre effectivement le surgissement du thème en 1938, l'immersion dans le corpus indique que dès le début de l'été de cette année, Flandin préparait l'opinion publique au repli impérial. Mieux encore, le graphique montre sans conteste que le thème de l'Empire est pressenti durant l'année 1936; plus précisément à la fin de l'année, au XXXI<sup>e</sup> Congrès de l'Alliance démocratique qui annonce le tournant « pacifiste » de la droite qui va être pris lors du débat parlementaire du 5 décembre sur la non-intervention en Espagne. Devant les militants, à cette date, nous trouvons par exemple cette exaltation impériale qui sera par la suite souvent répétée :

« Le grand Empire français est là, créé par les générations qui se sont succédé depuis un siècle. Que la jeunesse de ce pays qui s'y trouve à l'étroit tourne ses regards et ses efforts vers cette plus grande France ».<sup>7</sup>

<sup>5</sup> Citons les études qui nous ont directement servi : Charles-Robert Ageron, -"La perception de la puissance française en 1938-1939. Le mythe impérial", *RFHOM*, t. LXIX, n°254, 1982

- "À propos d'une prétendue politique de repli impérial", *Revue d'Histoire maghrébine*, juillet 1978.

- "Les colonies devant l'opinion publique française (1919-1939)", *Cahiers de l'Institut d'Histoire de la presse et de l'opinion*, n°1, p. 1-39.

<sup>6</sup> Cf. Ch.-R. Ageron, « La perception de la puissance française en 1938-1939 » art. cit., p. 19, et « Les colonies devant l'opinion publique française (1919-1939) », art cit., p. 28.

<sup>7</sup> P.-É. Flandin, 8-XI-1936, Discours au XXXI<sup>e</sup> Congrès de L'Alliance Démocratique (*Paix et Liberté*, p. 90-139.)

La baisse de l'utilisation du terme en 1937 surprend même si nous savons que les pratiques lexicales s'imposent par à-coup. Néanmoins, cela ne contredit pas l'analyse. L'année 1937 est, après les événements de 1936 (Rhénanie et Guerre d'Espagne) et avant ceux de 1938 (Anschluss et Munich), une année de *statu quo* et de veillée d'armes<sup>8</sup>. Dans le grand débat patriotique, 1937 est une parenthèse, et le discours sur l'Empire semble comme par automatisme ajourné.

En réalité tout indique dans la chronologie que le thème de l'Empire coïncide avec celui des crises en Europe. En 1936, l'Empire apparaît au moment des débats sur la guerre espagnole. En 1938 surtout, le terme s'impose dans la même chronologie que la crise en Europe centrale. Dès les premières alertes dans les Sudètes et les concessions patriotiques que la France est ou sera amenée à faire, Flandin cherche une position de repli aux abandons européens qu'il appelle de ses vœux.

Aussi, l'hypothèse de départ de cette analyse pourrait-elle être la réflexion finale de Ch.-R. Ageron :

« En 1938-1939, l'Empire paraît bien avoir été considéré par une partie de l'opinion comme une affirmation de notre force et un instrument de puissance permanente de la France, "deuxième puissance coloniale du monde"... De ce fait, l'Empire colonial resta pour les Français ce qu'il était pour l'essentiel avant 1914, un mythe de compensation. De même que la conquête d'un vaste domaine colonial avait servi à faire oublier la défaite de 1870 et à écarter le spectre de la décadence, de même le mythe d'un empire français peuplé, riche et loyaliste, fut surtout utilisé comme un stimulant trompeur pour redresser une opinion défaitiste. L'exaltation de la puissance de l'Empire servait à faire oublier l'impuissance de la France »<sup>9</sup>

Néanmoins on peut contester la conclusion de l'auteur en ce qu'elle présente le discours sur l'Empire comme un moyen de *redresser* le défaitisme, lorsqu'il était souvent le moyen de le faire *accepter*. L'étude du discours de Flandin nous interdit d'adhérer complètement aux thèses développées par l'historien de la colonisation à propos du président de l'Alliance démocratique. Dans un article qui souligne combien Flandin est central pour l'étude du repli impérial, Ch.-R. Ageron, après une exégèse pointue de ses discours en 1937, affirme n'avoir rien trouvé sur « *le repli impérial* »<sup>10</sup>. Pour la simple année 1937 -nous avons vu la rareté du terme cette année-là- ces propos sont incontestables. Mais Ch.-R. Ageron conclut son article, intitulé de manière

<sup>8</sup> J.-B. Duroselle titre le chapitre X de son livre « La pâle année 1937 » (J.-B. Duroselle, *Politique étrangère de la France, La décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1983, p. 314 et ss.).

<sup>9</sup> Ch.-R. Ageron, « La perception de la puissance française en 1938-1939 », art. cit., p. 20.

<sup>10</sup> Ch.-R. Ageron « À propos d'une prétendue politique de repli impérial », art. cit. p. 227.

significative « À propos d'une *prétendue* politique de repli impérial »<sup>11</sup>, que, même après Munich, dans la classe politique, « aucun grand leader ne formula nettement et publiquement »<sup>12</sup> la politique de repli et que le thème « fut essentiellement un slogan dans la polémique parlementaire entre Munichois et Anti-Munichois »<sup>13</sup>. Pour finir, Ch.-R. Ageron fait simplement exception d'une minorité extrémiste, Doriot, Montigny, Arrighi ou Scapini<sup>14</sup>, exonérant ainsi implicitement P.-É. Flandin, leader de la droite modérée qui entraînait avec lui la majorité des députés du parti de l'ordre.

### Le repli impérial clef de voûte du discours munichois

Les discours publics munichois ou pré-munichois de Flandin sont pourtant tout à fait clairs, même si la datation peut être discutée. Dans le corpus-Flandin, la consultation systématique des paragraphes contenant le mot "Empire" donne des résultats sans ambiguïté. En juillet 1938, avant la crise de septembre, mais alors que couve le problème tchécoslovaque et que Hitler presse les diplomaties occidentales à des négociations, le président de l'Alliance démocratique affirme déjà :

« La négociation est-elle possible ? Non, si on l'aborde avec la volonté de maintenir, coûte que coûte, le statu quo. Oui, si l'on s'affranchit d'un passé obsédant et que l'on accepte de **situer l'avenir de la France là où il se trouve réellement : dans son Empire mondial** ».<sup>15</sup>

On sait que l'on ne peut être dupe sur l'acception du terme « négociation » sous la plume de Flandin à cette époque-là. Négocier signifie céder pacifiquement à l'Allemagne hitlérienne ce qu'elle menace d'arracher en Europe centrale par la guerre. D'ailleurs, dans cet article, Flandin réfléchit à une redistribution totale des cartes de la géostratégie internationale. Une « révision attentive de notre position en Europe et dans le monde »<sup>16</sup> s'imposait. Et cette révision passait par l'abandon de l'Europe centrale aux appétits allemands, et par le repli de la France sur ses colonies.

Après Munich, la prose est sans détour :

« Mais son rôle (de la France) depuis l'effondrement de la SDN, de l'organisation de la sécurité collective par l'assistance mutuelle, **n'est pas de**

<sup>11</sup> « prétendue » est souligné par nous.

<sup>12</sup> Ch.-R. Ageron, « A propos d'une prétendue politique de repli impérial », art. cit., p. 236.

<sup>13</sup> *ibid.*, p. 236.

<sup>14</sup> *ibid.*, p. 237.

<sup>15</sup> P.-É. Flandin, 13-VII-1938, *Paris-Soir*, « Paix et sécurité ». (C 116 ar 218.)

<sup>16</sup> *ibid.*

**faire le gendarme de l'Europe. Les intérêts vitaux de la France sont désormais dans son Empire... »<sup>17</sup>**

Même si Flandin n'utilise ni le terme de "repli", ni le syntagme « repli impérial », la ligne de conduite qu'il préconise est facilement déchiffrable. La politique impériale apparaît comme un pis-aller alternatif à une politique européenne d'abandon.

Dans l'ambiance tendue de la crise des Sudètes, à un moment pourtant où rien n'était encore perdu, Flandin va plus loin en présentant sous la forme d'exclusives une politique européenne digne et une politique impériale ambitieuse. Il constate :

« Lorsque la monarchie au XVIII<sup>e</sup> siècle a sacrifié le premier empire colonial de la France, -les Indes et le Canada- à des objectifs de politique continentale européenne, elle a singulièrement affaibli la France. La république comprendra-t-elle la leçon et se refusera-t-elle à écouter ceux qui voudraient la pétrifier en Europe ». <sup>18</sup>

Plus tard, il conclut plus directement :

« Si les conflits sont inévitables en Europe Centrale et Orientale et que la France décide de n'y point intervenir, elle sortira plus forte et plus puissante, parce que les belligérants s'y seront affaiblis.

Et si la France reporte sur son empire ce qu'elle consacrerait de ressources financières à sa politique continentale elle se fortifiera au décuple contre les ambitions hégémoniques de quelque autre nation que ce soit. »<sup>19</sup>

Non seulement la politique impériale est bien dans le discours munichois un repli, mais ce repli peut difficilement être ressenti comme le redressement d'un patriotisme meurtri dans sa décadence européenne. Le discours sur l'Empire n'est pas ici une compensation virile, mais le moyen de faire accepter les concessions faites à Hitler. Mieux, la politique impériale est pour Flandin le moyen d'imposer les abandons européens : le repli sur le continent est présenté comme une condition nécessaire à la politique coloniale de la France. En ce sens, face aux exigences d'Hitler et à l'impérialisme allemand, le discours sur l'Empire nous paraît davantage participer du défaitisme que du patriotisme.

Le message de Flandin s'oppose en tout cas directement à celui d'un stratège comme Tardieu qui pensait que l'avenir de la France se jouait d'abord

<sup>17</sup>P.-É. Flandin, 14-XI-1938, Banquet de clôture du XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'Alliance Démocratique à Paris.

<sup>18</sup>P.-É. Flandin, 13-VII-1938, *Paris-Soir*, « Paix et sécurité » (C 116 ar 218.)

<sup>19</sup>P.-É. Flandin, 14-XI-1938, Banquet de clôture du XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'Alliance Démocratique à Paris.



en Europe<sup>20</sup>. Flandin joue avec subtilité sur différents registres d'argumentations, mais l'analyse historique d'un discours qui va toujours dans le même sens est assez aisée :

« Beaucoup prétendent... que la France défend son empire sur le continent. Et quelques autres, qui n'ont pas toujours donné à l'Empire français la valeur qu'ils lui attribuent aujourd'hui, considèrent que la France a des intérêts vitaux à défendre en Europe, ailleurs même que sur ses frontières du Rhin et des Alpes. Sans prendre parti pour ou contre cette thèse, il ne faut jamais oublier que la Grande-Bretagne ne peut qu'exposer son Empire en intervenant sur le continent.

Une politique imprudente d'engagements et d'interventions en Europe de la part de la France ne peut donc qu'affaiblir l'entente franco-britannique ».<sup>21</sup>

Cette fois-ci, l'abandon européen se fait au nom de la collaboration impériale avec la Grande-Bretagne. Parce que la Grande-Bretagne était dirigée par des *appeasers*, la France devait abandonner l'Europe et suivre l'Angleterre dans ses destinées impériales. La suivre ou la précéder ! Flandin ne se contente pas d'emboîter le pas à la prudente politique de Chamberlain. Il encourage l'Angleterre dans son désintéressement européen et essaye de prévenir tout renversement de sa politique d'apaisement :

« Plus l'Angleterre ne s'attachera qu'à la défense des intérêts vitaux de son empire, en écartant toute considération idéologique dans sa politique étrangère, et mieux, la France pourra coopérer à la défense commune des deux empires ».<sup>22</sup>

Pour conclure enfin, il faut produire un dernier extrait qui atteste non seulement de la réalité du thème du « repli impérial » dans la droite modérée française et dans la bouche de son premier dirigeant, mais encore de la dimension défaitiste de ce repli, vécu comme un moyen non pas de mobiliser les énergies mais de les annihiler. La date précoce du passage ne fait que renforcer l'analyse. Durant l'été 1938, ces propos peuvent être ressentis comme un encouragement explicite à Hitler pour envahir les Sudètes :

« Une expansion économique de l'Allemagne dans l'Europe centrale et orientale, le long du Danube, laissant subsister l'indépendance des États riverains, serait-elle de nature à gêner sérieusement les grands intérêts français?

<sup>20</sup> À l'opposé de Flandin, André Tardieu, attaché tout comme lui à l'Empire, écrit dans son article « La mort de l'Europe centrale » : « Quant aux colonies, chacun sait que c'est en Europe qu'elles se gagnent et qu'elles se perdent ». (A. Tardieu, 23-III-1939, *Gringoire*.)

<sup>21</sup> P.-É. Flandin, 23-XI-1938, *Journal du Commerce*, « Politique extérieure franco-anglaise ».

<sup>22</sup> *ibid.*

La France est en même temps qu'une grande Puissance continentale un grand pays colonial, dont les possessions sont éparpillées à travers le monde. Qu'est-ce qui serait le plus dangereux pour nous ? Voir l'Allemagne développer son action dans le centre et l'est de l'Europe, ou bien au contraire se répandre à travers l'Univers, en Méditerranée notamment, chercher à nous disputer et à disputer à nos amis Anglais tels ou tels points de nos empires ?

Il faut choisir entre ces deux inconvénients. **Pour mon compte, mon choix est fait** ».<sup>23</sup>

La France devait abandonner son statut de grande puissance continentale et laissait Hitler les mains libres à l'Est. L'Empire qui surgissait dans le discours en 1938 était jeté en pâture au citoyen français pour détourner l'attention patriotique.

### L'empire, mythe ou réalité ?

Le choix impérial pouvait paraître sincèrement « réaliste » à la fin des années 30. Peut-être était-il même objectivement judicieux. Le salut de la France ne se situait-il pas dans son Empire, loin d'une Europe centrale dont Hitler, peut-être depuis la remilitarisation de la Rhénanie, sans doute depuis l'Anschluss, détenait les clefs ? Pour cela encore fallait-il que le projet impérial fût une réalité et non de vains mots dans la propagande de Flandin.

L'idée d'un repli impérial comme compensation patriotique et célébration virile d'une plus grande France serait défendable si P.-É. Flandin mettait en place dans son discours une véritable politique impériale de valorisation du potentiel français. À défaut, l'agitation du terme "Empire" ressemblera seulement à un mirage patriotique. Le « grand et intangible Empire français »<sup>24</sup> que Flandin se met à célébrer à partir de 1938, constitue-t-il un réel programme politique ou est-il un mythe inventé à des fins rhétoriques ? Apparaît-il dans le discours comme une réalité patriotique ou comme un échappatoire à un discours défaitiste ?

Flandin semble envisager une mise en valeur des richesses impériales. L'argument démographique est en tout premier lieu mis en exergue. Ce sont "les 100 millions" d'individus qui sont plusieurs fois exaltés<sup>25</sup>. De l'argument démographique, l'on comprend que le discours glisse vers l'argument militaire. Sans entrer dans les rêveries du Général Bührer, chef de l'État-Major général

<sup>23</sup>P.-É. Flandin, 1-VIII-1938, *Revue de France*, Interview par Recouly sur la situation générale.

<sup>24</sup>P.-É. Flandin, 14-XI-1938, Banquet de clôture du XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'Alliance Démocratique à Paris.

<sup>25</sup>P.-É. Flandin, 4-XI-1934, Discours au XXIX<sup>e</sup> Congrès de l'Alliance Démocratique à Arras; 10-X-1938, *L'Époque*, « À Monsieur de Kérillis ».

des colonies qui envisageait de lever pas moins de 6 millions d'hommes pour la guerre future<sup>26</sup>, Flandin sans aucun doute appuie sa réflexion sur l'idée d'une réserve en hommes précieuse en cas de conflit. Moins que jamais, Flandin ne se montre précis; et pour cause, puisque rien n'est vraiment prêt. Pourtant l'agitation du chiffre rond et impressionnant de 100 millions d'hommes dans un discours où planent la guerre, le risque de mobilisation et le souvenir des contingents de 1914-1918, vise à toucher les imaginations.

Ensuite, c'est l'argument économique qui est le plus souvent développé; cela ne nous surprendra pas vu la propension de Flandin et de la droite orléaniste à privilégier ce domaine. La volonté de mise en valeur économique de l'Empire ne date pas de 1938, même si c'est seulement à partir de cette date qu'elle pèse dans le discours. Si l'on remonte à une des toutes premières déclarations du jeune P.-É. Flandin à la Chambre en 1918, nous trouvons cette préoccupation<sup>27</sup>. Dans le corpus étudié, en 1930, cette déclaration à la Chambre de commerce de Paris, même si elle est isolée, paraît représentative d'un homme qui a toujours été proche du "parti colonial":

« Assurés de débouchés abondants et réguliers en France même et aussi sur ce prolongement de notre marché intérieur que doit représenter, après sa pleine mise en valeur, notre riche empire colonial, nos producteurs seront en mesure de lutter plus efficacement contre la concurrence étrangère sur le marché mondial ».<sup>28</sup>

L'Empire constituait un *débouché* pour l'économie nationale, et l'argument n'évoluera pratiquement pas jusqu'à la guerre. En 1937 Flandin renchérit sur ses propos du début des années 30 :

« La France a un immense domaine à mettre en valeur. Cinquante millions d'indigènes dans son empire peuvent, demain, doubler si ce n'est décupler leur capacité de consommation, et voilà de quoi dépasser, et largement, la capacité de production de tous les outillages de France ».<sup>29</sup>

Ne cachons pas que la mise en valeur économique apparaît bien pauvre et en sens unique. L'Empire n'est pas un partenaire, mais une soupape pour l'économie française; vision contestable des choses. Flandin n'entendait pas développer l'Empire mais s'en servir. Et dans ces conditions, il était peu probable que ce dernier pût être un renfort utile en cas de conflit. Surtout la réalité des échanges économiques montrait que l'Empire exportait (parfois à des prix très élevés) vers la France plus qu'il n'importait de produits français, et

<sup>26</sup> Cité par Ch.-R. Ageron, « La perception de la puissance française en 1938-1939 », art. cit., p. 12.

<sup>27</sup> P.-É. Flandin, 9-VII-1918, *JO Chambre-débats*.

<sup>28</sup> P.-É. Flandin, 18-I-1930, Chambre de commerce de Paris, séance d'installation.

<sup>29</sup> P.-É. Flandin, 24-I-1937, Discours au banquet de l'Alliance à Bordeaux.

plutôt que d'offrir des *débouchés* à l'économie nationale, il la concurrençait directement malgré des échanges de plus en plus étroits<sup>30</sup>.

Dernier registre enfin, Flandin développe l'idée d'une dimension morale dans la mise en valeur de l'Empire qui rejoint la notion de compensation patriotique. Deux extraits montrent le souci de présenter l'Empire comme un espace d'aventure, de projet, de rêve pour la jeunesse française en mal d'exploits et d'entreprises :

« Mais, face aux 40 millions de Français qui ont la charge d'un empire de 100 millions d'êtres humains, je dis cependant à cette jeunesse : non, tu n'arrives pas trop tard dans un monde trop vieux! »<sup>31</sup>

ou

« Avoir un plan impérial, voilà ce qui peut -je le pense- séduire la jeunesse qui espère et qui veut une France toujours plus forte, toujours plus grande, toujours plus prospère. »<sup>32</sup>

En fait, malgré son emphase, nous voyons les limites d'un tel discours. Tout en s'en remettant complètement à l'Empire, Flandin était incapable de présenter un projet précis. Dans la propagande qu'il fait dans les derniers jours de septembre 1938 pour obtenir des abandons européens, Flandin écrit :

« Pour relever le pays, un immense effort serait nécessaire. Et il ne pourra être utilement entrepris qu'au jour où les Français apercevront la vérité sur les faits et les hommes responsables d'un déclin immérité de la Nation et où ils s'uniront sur des programmes et des méthodes qui restaureront le grand empire français de 100 millions d'habitants ». <sup>33</sup>

Mais, la suite de l'article ne dit rien des « programmes et des méthodes ». Et nous restons devant un projet vide de contenu.

L'ensemble des citations produites ici sont les seules que nous ayons trouvées dans ses discours et articles des années 30 qui puissent illustrer le programme colonial de Flandin. Autant dire que cela n'est pas suffisant pour parler d'une politique impériale. L'Empire dans le discours reste une évocation, un idéal lointain et imprécis. Cela ne peut que confirmer nos impressions de volonté de détourner l'attention patriotique. Sans doute, le président de l'Alliance démocratique n'a-t-il pas le temps d'inventer une politique impériale en l'espace d'une année; le surgissement du terme "Empire" dans le discours est chose facile, lui donner corps est plus délicat. Au sein de l'Alliance démocratique, il faudrait étudier les propositions du vice-président Léon Barety qui depuis longtemps milite au "parti colonial", pour voir peut-être énoncé un programme précis. Chez P.-É. Flandin en tout cas, le plan impérial tient

<sup>30</sup> Cf. G. Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette, 1991, « Vers une économie impériale ? », p. 63 et 64.

<sup>31</sup> P.-É. Flandin, 4-XI-1934. Discours au XXIX<sup>e</sup> Congrès de l'Alliance Démocratique à Arras.

<sup>32</sup> P.-É. Flandin, 24-I-1937, Discours à Bordeaux.

<sup>33</sup> P.-É. Flandin, 28 septembre 1938. (tract-affiche publié et censuré dans *La Liberté*.)

uniquement dans l'emploi d'un terme. Et si l'on admet avec Guy Pervillé que « La République avait conquis un Empire, mais la grande France impériale de 100 millions d'habitants était plus un mythe qu'une réalité »<sup>34</sup>, il faut constater que Flandin abandonne le sort de la grandeur de la France à une mythologie dangereuse face aux réalités européennes.

Certes, les colonies jouaient depuis la crise de 1929 un rôle de plus en plus important dans l'économie française, certes déjà en 1921, le plan Sarraut ou en 1931, le plan Maginot avaient mis en place les conditions d'une réelle mise en valeur de l'Empire, certes de 1925 jusqu'à l'exposition impériale, R. Girardet estime que l'Empire connaît son l'apogée<sup>35</sup>, pourtant en 1938-1939, sur « le plan économique, le "salut par l'Empire" était une illusion »<sup>36</sup>. Pire encore politiquement et militairement, loin de constituer un bloc sur lequel la France métropolitaine pouvait s'appuyer, l'Empire donnait des signes d'agitation et de faiblesse. Las de subir la domination française, certains nationalistes souhaitaient ouvertement la victoire de l'Axe pour se débarrasser des puissances coloniales anglo-françaises.

Dans ces conditions, présenter l'Empire comme un moyen de salut et un prétexte pour abandonner l'Europe relevait soit de la rêverie, soit de l'incompétence, soit du machiavélisme. Dans tous les cas, le discours de Flandin détournait le patriotisme français de sa mission européenne pour l'orienter dans une impasse.

\*

Le surgissement du thème impérial dans le discours politique de la droite modérée autour de l'année 1938 ne laisse subsister aucun doute sur sa relation directe avec les crises en Europe centrale. Explicitement dans son discours, Flandin relie les deux phénomènes et le thème de l'avenir impérial apparaît toujours parallèlement à la demande de concessions européennes aux puissances fascistes. Le repli impérial est donc bien un thème participant à l'idéologie munichoise. Il semble même la pierre angulaire d'une argumentation rhétorique aux contours imprécis dont la finalité est de faire accepter à une France atonique la perte de sa puissance européenne, l'aviissement de son patriotisme universaliste hérité des Lumières en direction de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne, et la collaboration continentale avec l'Allemagne nazie.

Cette conclusion ne prend de valeur que par rapport au corpus de discours étudié et à l'homme politique traité. C'est parce que Flandin est le meilleur représentant de la France de droite à cette période que son discours nous intéresse. L'ancien président du Conseil, 11 fois ministre, est la clef de voûte de l'arc républicain situé à mi-chemin entre le Parti radical et la

<sup>34</sup>G. Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*, op. cit., p. 49.

<sup>35</sup>R. Girardet, *L'idée coloniale en France (1871-1962)*, Paris, 1972.

<sup>36</sup>G. Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*, op. cit., p. 64.

Fédération républicaine. Et après avoir été le premier à pouvoir succéder en 1934 à Gaston Doumergue sans désobliger ni la droite ni la gauche radicale, c'est lui qui le premier, en février 1937, propose aux radicaux une alternative au gouvernement de Front populaire<sup>37</sup>. Surtout, Flandin exerce pendant la période une importante autorité sur le parti de l'Ordre en mal de leader depuis le discrédit de Pierre Laval et l'abandon d'André Tardieu. Aussi, est-ce lui qui, par exemple, prit la parole à la Chambre en décembre 1936 pour exprimer l'opinion majoritaire de la droite contre l'aide à l'Espagne républicaine. Le parti de l'Ordre prenait là une dangereuse orientation en matière de politique internationale face aux agissements fascistes en Europe. C'est lui encore de manière plus significative qui, personnellement, fit échouer la tentative d'Union sacrée que Léon Blum proposait solennellement, le 12 mars 1938, au lendemain de l'Anschluss<sup>38</sup>. Les députés de droite qui suivirent ce jour-là Flandin semblaient renoncer définitivement à toute politique de fermeté. Dans ces conditions, c'est sans surprise qu'on voit Flandin, malgré un activisme dérangeant en septembre 1938, plébiscité par le XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'Alliance démocratique en novembre 1938. Celui-là même qui avait dans une étrange posture césarienne appelé le peuple, à mots à peine couverts, à la désertion ou au coup d'État en cas de fermeté du gouvernement français à Munich, celui-là même qui avait félicité Hitler pour son attitude lors de la signature des accords, celui-là même enfin pour qui *le choix était fait* entre une politique européenne honorable et une politique coloniale chimérique fut réélu président du principal parti de droite par 1526 mandats contre seulement 95 blancs ou nuls.

Aussi pouvons nous conclure que le thème du repli dans l'Empire, partie intégrante de l'argumentation et de l'idéologie munichoises, a gagné en 1938 non seulement l'extrême-droite, mais la majorité de la droite républicaine qui militent ouvertement comme Flandin à une « organisation d'une Europe nouvelle »<sup>39</sup> c'est-à-dire à une *pax germanica*. Dans ces conditions, loin de toujours servir à redresser un patriotisme défaillant, il semble, à la lecture des discours, avoir délibérément été un trompe-l'oeil patriotique, dès le printemps ou l'été 1938, peut-être dès décembre 1936 et le débat sur la guerre d'Espagne, pour faire accepter la désertion de la France en Europe face à la puissance nazie.

<sup>37</sup>P.-É. Flandin, 26-II-1937, *JO Chambre-Débats*, (tiré en brochure « Le Front populaire nous conduit à la catastrophe »).

<sup>38</sup>L. Blum, 12-III-1938, discours aux députés de l'opposition dans la salle Colbert au Palais-Bourbon.

<sup>39</sup>P.-É. Flandin, 8-XII-1937, *Coopération*, « La France doit revenir à une politique étrangère réaliste ».